

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**OPERATIONS DE TRAVAUX
DANS L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS DU
GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE 44**

***MISSION DE COORDINATION DE SECURITE
ET DE PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)***

Marché passé selon une procédure adaptée :

Procédure adaptée passée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la Commande publique

Pouvoir adjudicateur :

CHU DE NANTES

Etablissement public de santé
(Etablissement support du GHT
44)

Le Directeur Général du CHU
de Nantes
5 allée de l'île gloriette
44 093 NANTES Cedex

Maîtres d'ouvrage :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, à Nantes
- Le Centre Hospitalier Sèvre et Loire, à Vertou
- L'Hôpital Bel Air, à Corcoué-sur-Logne
- Le Centre Hospitalier Pierre Delaroche, à Clisson
- Le Centre Hospitalier Erdre Loire, à Ancenis
- Le Centre Hospitalier Châteaubriant – Nozay – Pouancé (CNP), à Châteaubriant
- L'Hôpital Intercommunal Georges Daumazon, à Bouguenais
- Le Centre Hospitalier de Maubreuil, à Saint-Herblain
- Le Centre Hospitalier de Saint-Nazaire, à Saint-Nazaire
- L'Hôpital Intercommunal de la presqu'île de Guérande – Le Croisic, à Guérande
- L'Hôpital Intercommunal du Pays de Retz - Pornic, à Pornic
- L'Etablissement Psychiatrique de Loire-Atlantique Nord (EPSYLAN), à Blain,
- Le Centre Hospitalier de Savenay, à Savenay.

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	8
1. Objet du marché	8
2. Titulaire du marché	8
3. Lieu d'exécution	8
4. Intervenants	10
4.1. L'établissement support – pouvoir adjudicateur	10
4.2. La Maitrise d'ouvrage	10
4.3. La Conduite d'opération	11
4.4. La Maitrise d'œuvre	11
4.5. Autres intervenants	11
5. Montant de l'accord-cadre	11
6. Forme de l'accord-cadre	11
6.1. Bons de commande	11
6.2. Allotissement	11
6.3. Décomposition en tranches	11
6.4. Variante	12
6.5. PSE	12
7. Durée de l'accord-cadre	12
7.1. Durée	12
7.2. Reconduction	12
8. Nombre d'attributaires	12
9. L'émission des bons de commande	12
9.1. Prise de contact avec un titulaire	12
9.2. Modalités d'émission des bons de commande	13
9.3. Notification du bon de commande	13
9.4. Délai d'exécution du bon de commande	14
10. Clause de non exclusivité	14
11. Modalités de suivi de l'accord-cadre	14
CHAPITRE 2 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	15
12. Catégorie d'ouvrages et nature des travaux	15
13. Identification des intervenants qualifiés (CSPS) affectés à la conduite des prestations	15
14. Conditions d'exécution de la mission	15
15. Obligation du coordonnateur SPS	16
15.1. Obligation de faire	16

15.2.	Obligation d'informer	16
16.	Cotraitance	16
17.	Sous-traitance	17
18.	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	17
19.	Utilisation des résultats	17
20.	Supports de communication	18
CHAPITRE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE		19
21.	Pièces contractuelles du marché	19
22.	Respect de la réglementation en vigueur	19
23.	Pièces à remettre au titulaire du marché	20
CHAPITRE 4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS		20
24.	Détermination de la catégorie d'opérations	20
25.	Prestations attendues et conditions de réalisation	21
25.1.	Opération de Catégorie 2	21
25.2.	Opération de Catégorie 3 y compris à risque particulier	24
26.	Autorité du coordonnateur SPS	28
27.	Moyens accordés par le Maître de l'Ouvrage au coordonnateur SPS	29
CHAPITRE 5 : MODALITES D'ETABLISSEMENT DES LIVRABLES		31
28.	Format et support pour la remise des livrables	31
29.	Computation des délais et livrables attendus	31
29.1.	Opération de catégorie 2	31
29.2.	Opération de catégorie 3	33
30.	Admission et validation des documents	34
CHAPITRE 6 : PRIX		34
31.	TVA	34
32.	Forme des prix	34
33.	Contenu des prix	35
33.1.	Généralités	35
33.2.	Précisions en cas de cotraitance	35
34.	Unité monétaire	35
35.	Variation des prix	35
35.1.	Mois d'établissement du prix du marché	35
35.2.	Choix de l'indice de référence	36
35.3.	Modalités de révision des prix	36

CHAPITRE 7 : CLAUSES DE REEXAMEN	37
36. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	37
37. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	38
38. Modification de la liste de la Maitrise d'ouvrage	38
CHAPITRE 8 : SURETES DU MARCHE	38
CHAPITRE 9 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	39
39. Avance	39
40. Acomptes	39
41. Transmission des demandes de paiement	39
42. Délais de paiement	40
43. Règlements en cas de cotraitants	41
44. Intérêts moratoires	41
45. Cession ou nantissement des créances	41
CHAPITRE 10 : PENALITES	42
46. Pénalités en cas de manquement à la règlementation relative au travail dissimulé	42
47. Pénalités de retard dans la remise des attestations d'assurance	42
48. Pénalités pour absence aux réunions de chantier et autres	42
49. Pénalités pour retard dans la transmission d'un des documents et avis attendu au titre de la mission	43
50. Pénalités pour retard dans l'organisation d'une visite d'inspection commune	43
51. Pénalités pour absence de visite inopinée sur le chantier	43
52. Pénalités pour remplacement d'un intervenant affecté à la conduite de prestations sans agrément du pouvoir adjudicateur	43
53. Pénalités pour retard de présentation d'un remplaçant d'un intervenant affecté à la conduite des prestations	43
54. Application des pénalités	43
55. Retenues provisoires	44
CHAPITRE 11 : ACHEVEMENT DES PRESTATIONS	44
CHAPITRE 12 : ASSURANCES	45
56. Assurance Responsabilité Civile professionnelle de droit commun	45
57. Assurance Décennale	45
58. Défaut d'assurance	45
CHAPITRE 13 : ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	46
CHAPITRE 14 : RESILIATION DU MARCHE	47
59. Résiliation pour motif d'intérêt général	47

60. Résiliation pour faute du titulaire du marché	47
61. Résiliation pour évènements extérieurs au marché	48
62. Mesures coercitives	48
CHAPITRE 15 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES	49
63. Conduite des prestations dans un groupement	49
64. Règlement des litiges	49
CHAPITRE 16 : DEROGATIONS AU CCAG-PI	50

ANNEXES DU PRESENT CCP

ANNEXE 1 – LISTE ET ADRESSES DES ETABLISSEMENTS DU GHT 44

ANNEXE 2 – TABLEAU DE SUIVI SEMESTRIEL DE L'ACCORD-CADRE

ANNEXE 3 – CONTRAINTES LIEES AUX TRAVAUX EN MILIEU HOSPITALIER –
Spécifique CHU

Préliminaire : Le Groupement Hospitalier de Territoire du 44 (GHT 44)

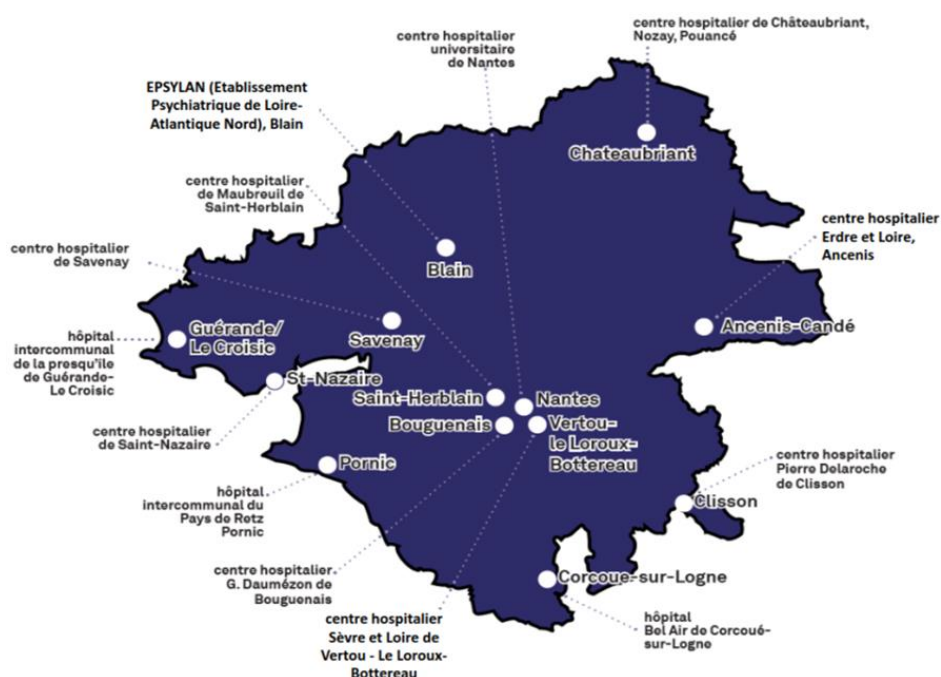
En application de la Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé, le GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE, dénommé ci-après GHT 44, a été créé par convention constitutive en date du 1^{er} juillet 2016.

Le CHU de Nantes a été désigné établissement support par la convention constitutive. A ce titre, il assure à compter du 1^{er} janvier 2018 pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants. Il assure pour le GHT44 la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Les établissements parties assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

Les 13 établissements membres du GHT Loire-Atlantique sont les suivants :

- CHU Nantes,
- CH Saint-Nazaire,
- CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant),
- HI de la Presqu'île (Guérande),
- CH Sèvre et Loire (Vertou),
- HI du Pays de Retz (Pornic),
- EPSYLAN (Blain),
- CH Erdre et Loire (Ancenis),
- CH Georges Daumézon (Bouguenais),
- CH Savenay,
- Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne),
- CH Pierre Delaroche (Clisson),
- CH Maubreuil (Saint Herblain).



Organisation du GHT 44 dans le cadre du présent accord-cadre

En phase de passation de l'accord-cadre, le CHU de Nantes est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation, dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier l'accord-cadre.

En phase d'exécution de l'accord-cadre : Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle de l'accord-cadre (**gestion de la répartition du bon de commande**, prise en charge des modifications de l'accord-cadre notamment les avenants, révisions de prix, résiliation de l'accord-cadre le cas échéant,), en concertation, le cas échéant avec les autres membres du GHT, dits établissements parties.

Les établissements parties du GHT 44 assurent chacun pour la part des bons de commande qui les concernent (rédaction signature et notification, leurs exécutions financières, vérification et admission des prestations et travaux, gestion éventuelle des sûretés, règlement des factures, application des pénalités, etc...).

Chaque établissement partie conserve sa qualité de « Maître de l'Ouvrage ».

CHAPITRE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1. Objet du marché

L'accord-cadre régi par le présent Cahier des Clauses Particulières a pour objet l'exécution de missions de coordination de sécurité et protection de la santé (CSPS) conformément aux dispositions du code du travail ainsi que dans les conditions précisées dans le présent CCP pour diverses opérations de constructions neuves et de réhabilitations.

Ces missions sont à effectuer dans l'ensemble des établissements du GHT44.

Le Maître de l'Ouvrage désigne un Cordonnateur SPS (CSPS) dès le début de la phase d'élaboration de l'avant-projet sommaire au sens de l'article R2431-10 du code de la commande publique ou de la phase d'élaboration de son équivalent lorsque l'opération de travaux concernée n'est pas soumise à une telle élaboration, conformément à l'article R4532-4 du code du travail.

L'intervention du Coordonnateur SPS a pour objet l'exécution des missions définies dans le présent CCP pour toutes les phases d'une opération de travaux (dès la phase conception et durant toute la phase de réalisation).

Conformément à l'article R4532-1 du code du travail, les opérations de bâtiment et de génie civil sont classées en trois catégories :

- 1° Première catégorie : opérations soumises à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- 2° Deuxième catégorie : opérations soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1 ne relevant pas de la première catégorie ;
- 3° Troisième catégorie : opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination simplifié en application des articles R. 4532-52 et R. 4532-54 et autres opérations ne relevant pas des première et deuxième catégories.

Le présent accord-cadre couvre les opérations classifiées de catégorie 2 et de catégorie 3.

Les prestations de CSPS relevant d'opérations de catégorie 1 ne sont pas prévues au sein du présent accord-cadre.

2. Titulaire du marché

Les intervenants affectés à la conduite des prestations du présent accord-cadre sont intitulés dans le présent CCP sous le nom de « CSPS » et sont désignés à l'article B6 de l'acte d'engagement (formulaire Attri1).

3. Lieu d'exécution

Le présent accord-cadre implique pour un même titulaire, la réalisation de plusieurs prestations en simultané et pouvant être réparties sur l'ensemble du territoire du GHT 44 ainsi que sur différents sites d'un même établissement.

Les prestations, objet du présent accord-cadre peuvent porter sur le parc immobilier suivant:

<u>Etablissements</u>	<u>Adresses</u>
LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES	<p>Dont le siège est : 5, allée de l'Île Gloriette - 44093 NANTES cedex</p> <p>Les 7 établissements du CHU de Nantes (liste consultable à l'adresse suivante www.chu-nantes.fr rubrique connaître le CHU de Nantes/ établissements) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ La Maison Beauséjour, ⇒ L'hôpital Bellier, ⇒ L'hôpital Mère-enfant (femme – enfant – adolescent), ⇒ L'hôpital Guillaume & René Laennec (hôpital Nord Laennec) ⇒ L'hôpital Saint Jacques, ⇒ L'Hôtel Dieu, ⇒ L'hôpital de la Seilleraye. ⇒ Nouvel Hôpital « Ile de nantes » <p>Le Plateau des Ecoles : Département d'Instituts de Formation « (7 bâtiments)</p> <p>Les deux crèches du CHU de Nantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ les Petits Martiens (43 rue Fourré – 44 093 Nantes cedex 1), ⇒ les Petits Pirates (52 route de Saint Sébastien – 44 093 Nantes cedex). <p>Les structures externalisées du CHU de Nantes.</p>
LE CENTRE HOSPITALIER SEVRE ET LOIRE	Dont le siège est domicilié : 1 Allée Alphonse Fillion - BP 2222 - 44122 VERTOU.
CENTRE HOSPITALIER PIERRE DELAROCHE	Dont le siège est domicilié : 5 Rue Pasteur, 44190 CLISSON.
L'HOPITAL BEL AIR	Dont le siège est domicilié : 23 Bel air, 44650 CORCOUE-SUR-LORGNE.
LE CENTRE HOSPITALIER CHATEAUBRIANT – NOZAY – POUANCE (CNP)	Dont le siège est domicilié : 9 Rue de Verdun - BP 229 - 44146 CHATEAUBRIANT Cedex.
LE CENTRE HOSPITALIER ERDRE LOIRE	Dont le siège est domicilié : 160 Rue du Verger, 44150 ANCENIS, et l'ensemble de leurs structures extérieures le cas échéant.
L'HOPITAL INTERCOMMUNAL GEORGES DAUMEZON	Dont le siège est domicilié : 55 rue Georges Clémenceau - BP 34216 - 44 342 BOUGUENAIS Cedex.
LE CENTRE HOSPITALIER DE MAUBREUIL	Dont le siège est domicilié : 31, Boulevard Salvador Allende, 44800 SAINT-HERBLAIN.

LE CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NAZAIRE

Dont le siège est domicilié : 11 Boulevard Georges Charpak, BP 414, 44 606 SAINT-NAZAIRE Cedex.

L'HOPITAL INTERCOMMUNAL DE LA PRESQU'ILE DE GUERANDE - LE CROISIC

Dont le siège est domicilié : Avenue Pierre de la Bouexière, BP 25419, 44 353 GUERANDE.

L'HOPITAL INTERCOMMUNAL DU PAYS DE RETZ - PORNIC

Dont le siège est domicilié : La Chaussée, 44 210 PORNIC.

L'ETABLISSEMENT PSYCHIATRIQUE DE LOIRE-ATLANTIQUE NORD - BLAIN

Dont le siège est domicilié : BP 59 - 44130 BLAIN.

LE CENTRE HOSPITALIER DE SAVENAY

Dont le siège est domicilié : 13, rue de l'hôpital 44260 SAVENAY.

Le titulaire est susceptible d'intervenir dans n'importe quel établissement ou bâtiment relevant d'un de ces centres hospitaliers, dont l'adresse n'est pas nécessairement la même que celle du siège susmentionné.

Toute modification de cette liste fera l'objet d'une notification au titulaire.

Confer annexe n°1 du présent CCP (liste et adresses des établissements du GHT).

4. Intervenants

4.1. *L'établissement support – pouvoir adjudicateur*

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes

Immeuble Deurbroucq
5, allée de l'Île Gloriette
44 093 Nantes cedex 1

L'établissement support est chargé notamment de la passation de l'accord-cadre (confer Préambule).

4.2. *La Maitrise d'ouvrage*

Chaque établissement public de santé visé dans le Préambule est tenu d'assurer la Maitrise de l'ouvrage des opérations de travaux qui le concernent.

4.3. La Conduite d'opération

Chaque établissement public de santé visé dans le Préambule est tenu d'assurer la Conduite d'opération des opérations de travaux qui le concernent.

Un conducteur d'opération extérieur pourra être désigné au besoin par le pouvoir adjudicateur sur demande du Maître de l'ouvrage.

4.4. La Maîtrise d'œuvre

Un Maître d'œuvre extérieur pourra être désigné au besoin par le pouvoir adjudicateur sur demande du Maître d'ouvrage.

Ce dernier pourra également assurer lui-même la Maîtrise d'œuvre des opérations de travaux qui le concernent.

4.5. Autres intervenants

Un Contrôleur technique (CT), un Coordonnateur du Système de Sécurité Incendie (CSSI), un Coordonnateur Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC), pourront être désignés au besoin par le pouvoir adjudicateur sur demande du Maître de l'Ouvrage.

5. Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un maximum.

Le montant maximum de l'accord-cadre est le suivant : **200 000.00 € H.T.**

Le titulaire est rémunéré par le Maître d'ouvrage sur la base de l'application des prix unitaires tels que fixés dans le bordereau de prix unitaires (BPU) ci-annexé aux quantités de prestations commandées par le Maître d'ouvrage.

Le bordereau de prix identifie les prix établis sur la base des missions détaillées dans le présent CCP.

6. Forme de l'accord-cadre

6.1. Bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande.

6.2. Allotissement

Les prestations, objet du présent accord-cadre, ne sont pas alloties.

6.3. Décomposition en tranches

Sans objet.

6.4. Variante

Les variantes à l'initiative des soumissionnaires ne sont pas autorisées.

Les variantes à l'initiative de l'acheteur ne sont pas prévues au présent accord-cadre.

6.5. PSE

Sans objet.

7. Durée de l'accord-cadre

7.1. Durée

La durée de l'accord-cadre est de vingt-quatre (24) mois à compter de sa notification.

Les Maîtres d'ouvrage pourront émettre des bons de commande pendant toute la durée de l'accord-cadre.

En cas de reconduction, cette disposition s'appliquera à chaque période de reconduction.

7.2. Reconduction

L'accord-cadre pourra être reconduit deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois, sans que la durée totale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne puisse dépasser quatre (4) ans.

A défaut de décision expresse de non reconduction du CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur, prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un (1) mois avant l'expiration de l'accord-cadre, la reconduction est tacite.

Le titulaire ne pourra pas refuser cette (ces) reconduction(s), conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

8. Nombre d'attributaires

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire **(un seul attributaire)**.

Le titulaire s'engage par l'application du présent accord-cadre à répondre à chaque demande émise par le pouvoir adjudicateur par le biais du bon de commande juridique.

9. L'émission des bons de commande

9.1. Prise de contact avec un titulaire

Le Maître de l'Ouvrage pourra solliciter le titulaire désigné afin que soit précisés les contours de la mission CSPS attendue. Une visite de site pourra être organisée le cas échéant par le Maître de l'Ouvrage.

9.2. Modalités d'émission des bons de commande

Suivant le modèle imposé par le pouvoir adjudicateur, le bon de commande juridique sera rédigé par le Maître d'ouvrage et transmis pour information au pouvoir adjudicateur.

Ce dernier précisera notamment :

- ✓ Le titulaire de l'accord-cadre concerné
- ✓ Numéro de l'accord-cadre
- ✓ Objet de l'accord-cadre
- ✓ Date du bon de commande
- ✓ Opération et lieu d'exécution concernés
- ✓ Classification du bâtiment
- ✓ Durée prévisionnelle des études de conception
- ✓ Durée prévisionnelle de l'opération de travaux
- ✓ Estimation du montant des travaux
- ✓ Date prévue pour le début des travaux
- ✓ Prestations à réaliser et leurs quantités (en particulier le nombre de réunions envisagées le cas échéant en phase conception)
- ✓ Nombre d'entreprises susceptibles d'intervenir sur le chantier (entreprises titulaire de marchés de travaux et sous-traitants le cas échéant)
- ✓ Nombre de lots techniques le cas échéant
- ✓ Montant du bon de commande hors taxes et toutes taxes comprises
- ✓ Avance accordée le cas échéant
- ✓ Date de démarrage des prestations du CSPS le cas échéant (si démarrage non prévue à la notification du bon de commande)
- ✓ Les éléments de facturation requis pour que le titulaire puisse déposer ses demandes de paiement sur « Chorus Pro »

9.3. Notification du bon de commande

Le Maître d'ouvrage signera et notifiera le bon de commande juridique au prestataire concerné dans les conditions définies à l'article 20 ci-dessous.

La notification du bon de commande vaut démarrage d'exécution des prestations, sauf mention explicite contraire dans le bon de commande juridique.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui aura été notifié appellent des observations sa part, il devra les notifier au Maître d'ouvrage, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande juridique.

Passé ce délai, le bon de commande juridique est réputé accepté.

Le titulaire devra le cas échéant se conformer au bon de commande notifié, que celui-ci ait ou non fait l'objet d'observations de sa part.

9.4. Délai d'exécution du bon de commande

La notification du bon de commande vaut démarrage d'exécution des prestations, sauf mention explicite contraire dans le bon de commande juridique.

Le titulaire de l'accord-cadre devra réaliser ses prestations en fonction de l'avancement de l'opération concernée.

Le délai d'exécution du bon de commande est en lien direct avec l'avancement de l'opération de travaux.

La mission CSPS s'achèvera lorsque l'ensemble des documents attendus et précisés au sein du présent CCP auront été transmis et réceptionnés par le Maître de l'Ouvrage conformément à l'article 30 ci-après.

10. Clause de non exclusivité

Le pouvoir adjudicateur sur demande du Maître de l'ouvrage se réserve le droit, dans le respect de la réglementation, de procéder à des consultations distinctes pour des opérations jugées spécifiques et/ou complexes, et de confier à un autre prestataire, les prestations CSPS relevant du présent accord-cadre.

Pour les opérations de travaux soumises à l'article R 4532-77 du code du travail et relevant donc d'une opération de catégorie 1, le Maître de l'Ouvrage ne pourra pas recourir à l'accord-cadre dans la mesure où elles sont exclues du périmètre du présent accord-cadre (confer article 1 ci-avant). Le cas échéant une consultation distincte de l'accord-cadre devra être lancée.

En dehors des circonstances susvisées, les Maîtres de l'Ouvrage devront obligatoirement recourir à l'accord-cadre.

11. Modalités de suivi de l'accord-cadre

Le titulaire de l'accord-cadre produira tous les (6) six mois, le tableau de suivi semestriel fourni en annexe n°2 du présent CCP, dûment renseigné. Celui-ci permettra d'identifier tous les bons de commande engagés par les différents interlocuteurs du GHT 44.

Le tableau doit être communiqué et transmis au CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante bp-ght44-achats-travaux@chu-nantes.fr

En cas de non-transmission, le titulaire se verra appliquer la pénalité prévue à l'article 49 du présent CCP.

CHAPITRE 2 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

12. Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

La catégorie d'ouvrages à réaliser et la nature des travaux seront communiquées au titulaire à l'émission de chaque bon de commande.

13. Identification des intervenants qualifiés (CSPS) affectés à la conduite des prestations

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à affecter à la conduite des prestations le(s) intervenant(s) qualifié(s) (CSPS) nommément désigné(s) à l'article B6 de l'Acte d'engagement.

En cas d'absence ou d'empêchement, ce(s) dernier(s) sera(ont) dûment représenté(s) par le(s) suppléant(s) indiqué(s) à cet effet dans l'Acte d'engagement.

Un des intervenants désignés dans l'Acte d'engagement ne pourra être remplacé sans que le titulaire ait formulé, au préalable, une demande écrite au pouvoir adjudicateur, et désigné un remplaçant.

Le remplacement ne pourra s'opérer que par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation. Le titulaire devra s'assurer que le remplaçant qui intervient au cours de l'accord-cadre possède une connaissance suffisante des prestations déjà effectuées sur chaque opération de travaux concernée. En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur dispose d'un droit d'agrément pouvant le conduire, le cas échéant, à refuser la proposition formulée.

En cas de changement d'un salarié ou de récusation par le pouvoir adjudicateur, il sera fait application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG-PI, sauf dérogation expresse mentionnée ci-après.

En complément et par dérogation à l'article 3.4 du CCAG-PI, si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant proposé, le titulaire disposera alors d'un délai de 15 jours calendaires maximum pour proposer un autre remplaçant.

Si le titulaire du présent accord-cadre procède au remplacement d'intervenant sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur, il pourra se voir appliquer la pénalité visée à l'article du 52 ci-après.

14. Conditions d'exécution de la mission

Le coordonnateur intervient dans les conditions fixées par les articles L4531-1 à -3, L4532-1 à -18 et R4532-1 à 4533-7 du code du travail.

Le coordonnateur veille à la mise en œuvre des principes de prévention et à prendre toutes les dispositions nécessaires dans le cadre de sa mission. Il interviendra en tant que besoin auprès des intervenants pour la mise en application de ces dispositions.

Le coordonnateur dispose d'une compétence définie au sens des articles R4532-17 à 19 et 4532-23 à 29 du code du travail.

Il informe le Maître d'ouvrage concerné des mesures prises ainsi que des difficultés rencontrées et des litiges pour lesquels aucune solution n'a été trouvée afin que celui-ci puisse prendre, s'il y a lieu, les mesures nécessaires, notamment en cas de découverte de travaux présentant des risques particuliers relevant de la liste fixée par arrêté.

Le coordonnateur n'est pas un constructeur au sens de l'article 1792-1 du Code civil.

Conformément à l'article R453.2-4 du code du travail : « *Le maître d'ouvrage désigne un coordonnateur en matière de sécurité et de la protection de la santé dès le début de la phase d'élaboration de l'avant-projet sommaire, au sens de l'article 4 du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, ou de la phase d'élaboration de son équivalent, lorsque l'opération n'est pas soumise à une telle élaboration* ».

Le Maître de l'Ouvrage s'engage à recourir à un CSPS tant pour la phase conception que la phase réalisation de son ouvrage.

15. Obligation du coordonnateur SPS

15.1. *Obligation de faire*

Le CSPS doit accomplir l'ensemble des missions indiquées dans le bon de commande et précisées par le présent accord-cadre.

15.2. *Obligation d'informer*

Le CSPS est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission y compris ceux n'étant pas signalés comme présentant un caractère confidentiel, par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-PI.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Cet accord engage le titulaire, qui seront tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auront connaissance au cours de l'exécution de leurs missions.

Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ce sujet, ainsi que toute remise de document relatif à la mission à des tiers sans accord préalable du Maître de l'Ouvrage.

16. Cotraitance

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement devra être solidaire.

17. Sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG PI, le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la prestation due au titre du présent marché. Aucune prestation, objet du présent accord-cadre, ne pourra faire l'objet d'une sous-traitance

18. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail s'imposent au titulaire de l'accord-cadre.

19. Utilisation des résultats

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG-PI. Il est entendu que les résultats au sens du présent CCP s'entendent des résultats tels que définis par l'article 32.1 du CCAG- PI et des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par le Maître de l'Ouvrage, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le CSPS est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le Maître de l'Ouvrage, de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas lesdites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au Maître de l'Ouvrage tous les travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du marché.

L'utilisation des résultats, précisant les droits respectifs du Maître de l'Ouvrage et du titulaire de l'accord-cadre la matière est défini à l'article 35 du CCAG-PI.

Le titulaire du marché cède au Maître de l'Ouvrage et aux tiers, à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, les droits de propriété intellectuelle qu'il détient ou qu'il a obtenus de l'auteur sur les prestations accomplies en exécution du marché : les livrables rendus lors des études.

Ces droits comprennent, notamment :

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- Pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion, notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- Pour le droit de distribuer : le droit de distribuer, de faire distribuer ou d'autoriser un tiers à distribuer les résultats, notamment par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;

- Pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus du marché, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois.

Par ailleurs, au titre du présent contrat, le Maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder à des tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, notamment par une cession, une licence ou tout autre type de contrat, sous toute forme, tout ou partie des droits cédés à titre temporaire ou définitif.

20. Supports de communication

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-PI, s'agissant de la notification des bons de commande juridique ou plus largement toutes décisions ou informations faisant courir un délai au titulaire du présent accord-cadre, le Maître d'ouvrage prévoit d'utiliser les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- soit par échange dématérialisé ou support électronique envoyé à l'adresse figurant dans l'Acte d'engagement ;
- soit par tout moyen permettant de déterminer une date certaine de notification.

CHAPITRE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

21. Pièces contractuelles du marché

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ou mise au point ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ou mise au point ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses 3 annexes :
 - Annexe n°1 : Liste et adresses des établissements du GHT 44
 - Annexe n°2 : Tableau de suivi semestriel de l'accord-cadre
 - Annexe n°3 : Contraintes liées aux travaux en milieu hospitalier – Unité de Gestion du Risque Infectieux
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal Officiel le 1^{er} avril 2021, sous réserve des dérogations signifiées au présent CCP,
- Les bons de commande juridique qui seront émis en cours d'exécution du présent accord-cadre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, ainsi que les avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents énumérés ci-dessus, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

22. Respect de la réglementation en vigueur

Le titulaire de l'accord-cadre est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents disponibles dans le cadre de la consultation, ainsi que des dispositions légales et réglementaires de toute nature, mêmes celles qui ne seraient pas énoncées dans les documents du marché, applicables au présent accord-cadre, ayant une relation directe ou indirecte avec l'opération, ou l'ouvrage à réaliser que ce soit lors de sa conception, sa réalisation, sa mise en service et son exploitation.

L'offre du titulaire est réputée en tenir compte, le titulaire devra les appliquer et les faire respecter.

23. Pièces à remettre au titulaire du marché

La notification de l'accord-cadre comprend une copie délivrée sans frais par voie dématérialisée par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, de l'Acte d'engagement et du BPU ainsi que de tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI, la notification ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives du marché.

CHAPITRE 4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

24. Détermination de la catégorie d'opérations

La coordination de sécurité est organisée en fonction des deux catégories d'opérations telles qu'issues de l'article R4532-1 du code du travail, selon le niveau de coordination exigé.

Le niveau de coordination de sécurité se détermine au regard du nombre d'entreprises susceptibles d'intervenir sur le chantier ainsi que le volume hommes-jours.

A titre indicatif, formule de calcul pour le nombre d'hommes jour – volume de l'opération :

Le volume de l'opération est évalué en Hommes x Jours (HxJ), en adéquation avec les catégories 2 ou 3.

L'effectif en Hommes x Jours (HxJ) se calcule à partir du calendrier général de l'opération en multipliant l'effectif moyen journalier par le nombre de jours travaillés.

Exemple : 3 mois de chantier avec 10 personnes travaillant 20 jours par mois, soit $3 \times 10 \times 20 = 600$ Hommes x Jours.

Opérations de catégorie 1 : Article R 4532-1 du Code du travail (*non couvertes par le présent accord cadre*):

- Les opérations de bâtiments ou de génie civil dont le volume prévu des travaux doit dépasser un volume de 10 000 hommes-jours et que le nombre d'entreprises, travailleurs indépendants et entreprises sous-traitantes inclus, est supérieur à dix s'il s'agit d'une opération de bâtiment ou à cinq s'il s'agit d'une opération de génie civil.

Opération de catégorie 2 - Article R 4532-2 du Code du travail, opérations soumises à déclaration préalable c'est-à-dire :

- Les opérations de bâtiments ou de génie civil pour lesquelles l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser 20 travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder 30 jours ouvrés
- Les opérations de bâtiments ou de génie civil dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours.

Opérations de catégorie 3 : Article R 4532-52 du Code du travail :

- Opérations faisant intervenir plusieurs entreprises et n'appartenant pas à la 1ère ou à la 2ème catégorie.

A titre d'indicatif, l'INRS illustre les différentes catégories comme s'en suit :

- ✎ Opération de catégorie 1 : opérations de plus de 10 000 hommes x jour (soit plus de 80 000 h ou environ 4 M €) avec au moins 10 entreprises pour les opérations de bâtiment ou 5 pour les opérations de génie civil
- ✎ Opération de catégorie 2 : opérations de plus de 500 hommes x jour (soit plus de 4 000 h ou environ 300 000 €) ou chantier de 30 jours avec un effectif de pointe supérieur à 20 salariés et hors catégorie 1.
- ✎ Opération de catégorie 3 : autres opérations en deçà.

25. Prestations attendues et conditions de réalisation

25.1. *Opération de Catégorie 2*

Le coordonnateur veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L 4531-1 à 3 et L.4532-1 à L 4532-18 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

Toutes les missions décrites ci-après doivent être exécutées par le CSPS dans les délais contractuels précisés à l'article 29.1 ci-après. En cas de non-respect desdits délais le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités fixées à l'article 49 du présent CCP.

En phase de conception :

Prestations incluses forfaitairement pour toutes les opérations (Art 1.1 du BPU – Prix unitaire A)

- Le coordonnateur, ouvre dans les 10 jours qui suivent la notification du bon de commande, le **registre journal de coordination** dans lequel il enregistre :
 - les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles. Si ceux-ci font l'objet d'échanges de courrier, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre ;
 - les avis émis sur les dossiers d'étude relativement à la prévention tant en réalisation qu'en intervention ultérieure. Ils sont complétés des suites données s'il y a lieu.
- Le coordonnateur devra renseigner le registre journal au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après ouverture et après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa.
- Le coordonnateur établit le **projet de DIUO** (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage) **au plus tard 15 jours** après la date de réception des documents d'étude.
 - Le DIUO regroupe toutes les mesures prises pour faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.
 - Le DIUO consiste en une analyse des risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure, à partir de la liste des interventions ultérieures et des documents remis au coordonnateur SPS. Celui-ci doit demander les dispositions prévues par le maître d'œuvre pour réaliser ces interventions et suggérer des possibilités d'aménagement.
- Le coordonnateur élabore, dans les 15 jours qui suivent la date de réception des documents d'étude le **plan général de coordination**. Ce document comprend notamment :
 - Un rappel de l'ensemble des dispositions applicables sur le site concerné (Plan de prévention du Maître de l'Ouvrage, dispositions spécifiques relatives à la sécurité, la

santé et l'hygiène, ...). En particulier, le coordonnateur SPS est responsable du maintien en bonne hygiène et propreté du chantier, tant intérieur qu'extérieur. Il devra établir des rapports détaillés tout au long de la phase chantier tant que des infractions seront constatées (rapports comprenant des photos). Il identifiera les entreprises responsables dans les manquements aux règles d'hygiène ou de nettoyage, et définira au besoin, un protocole et une organisation interentreprises pour le nettoyage du chantier, en concertation avec la maîtrise d'œuvre et l'OPC. Il diffusera aux entreprises le protocole ainsi défini. A titre informatif, des documents traçant les niveaux de contraintes liées aux travaux en milieu hospitalier sont annexés au présent CCP. Ces documents sont spécifiques au CHU de NANTES. Le document intitulé « livret-informations » sera annexé au PGC et diffusé par le SPS à chaque entreprise intervenante.

- Les dispositions prescrites par le coordonnateur en concertation avec le Maître d'ouvrage, à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
 - Les sujétions définies par le coordonnateur à la mise en place et l'utilisation des protections collectives, appareil de levage, accès provisoire et installations générales, notamment électriques.
 - La répartition des sujétions entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier.
- Le coordonnateur établit pour le compte du Maître d'ouvrage, qui se chargera de l'adresser aux institutions concernées, la **déclaration préalable** telle que prévue à l'article L4532-1 du code du travail. Le titulaire se chargera de rassembler et mettre en forme les informations suivantes : date d'envoi de la DP, adresse du chantier, intervenant CSPSP, date des travaux, nombre max de travailleurs présumés, identification des titulaires, etc... Il transmettra la DP au MOA au plus tard à la date de dépôt de l'autorisation administrative (PC/PD/AA) si opération assujettie à autorisation, sinon 30 jours avant la délivrance de l'OS qui prescrira de commencer les travaux.
- Le coordonnateur veille à ce que la demande de renseignements faite par la maîtrise d'œuvre (interne ou externe) concernant les réseaux aériens et enterrés existants sur l'emprise et à proximité du projet ait été faite. Il veille également à ce que les réponses apportées aient été prises en compte dans l'élaboration du projet, afin de pouvoir communiquer les informations aux entreprises dans le DCE.
- Le coordonnateur demande les diagnostics réalisés et suggère au maître d'œuvre des investigations complémentaires.
- Le coordonnateur est destinataire des documents d'études établis par le maître d'œuvre ainsi que des avis techniques du contrôleur technique, au fur et à mesure de leur élaboration

Pour chaque phase de conception (APS/APD/PRO/DCE).

- Le coordonnateur, **analyse** le projet et évalue les risques inhérents à la conception de l'ouvrage. Il **délivre des avis** sur les différents documents de conception et les **inscrits au registre journal** dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date de réception de chaque document d'étude.
- Le coordonnateur **fait évoluer le plan général de coordination**. En phase DCE, le coordonnateur **analyse les dossiers de consultation** des entreprises complets (Plans, CCTP, CCAP, DPGF, RICT et toute pièce complémentaire) afin de s'assurer, dans les pièces écrites, de l'intégration des préconisations acceptées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et de la cohérence des pièces écrites et du PGC. Dans le cas où les offres des entreprises

comporteraient des modes opératoires et variantes ayant une influence sur la sécurité du chantier, sur demande du maître d'ouvrage, il **émet un avis** motivé. Son avis sera transmis au Maître de l'Ouvrage dans un délai de 15 jours maximum à compter de sa demande.

Prestations pouvant être modulées par le Maître de l'Ouvrage en fonction de l'opération (Art 1.2 du BPU – Prix unitaire B)

- . En fonction de la complexité de l'opération le Maître de l'ouvrage indiquera au titulaire, le cas échéant, le nombre de réunion(s) ou sa présence est requise en phase conception.
 - Le coordonnateur **participe aux réunions** utiles organisées par la maîtrise d'œuvre et/ou le Maître d'ouvrage.

En phase de réalisation :

Prestations dont le coût varie en fonction de la durée de l'opération (Art 2.1 du BPU – Prix unitaire C)

- Le coordonnateur met à jour et adapte le **plan général de coordination** pendant toute la durée des travaux

Il doit pouvoir être consultable sur le chantier par :

- Le médecin du travail ;
- Les membres du comité social et économique, (CSE) sur le chantier des entreprises ;
- L'Inspection du Travail, l'OPPBTP, la CRAM et leur être adressable, sur leur demande.

Le coordonnateur harmonise et complète le PGC SPS en fonction de l'évolution de la législation, des conditions sanitaires, du chantier et des PPSPS.

- Le coordonnateur met à jour et adapte le **DIUO** au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur remet le DIUO au Maître de l'Ouvrage après réception de l'ouvrage dans les 15 jours suivant la réception des derniers DOE des entreprises

- Le coordonnateur met à jour le **registre journal** de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération.

- Le coordonnateur rédige, reproduit et diffuse l'ensemble des documents qu'il est appelé à effectuer dans le cadre de sa mission et dont il définit les caractéristiques avec le plan général de coordination.

- Le coordonnateur veille à l'**application correcte des mesures de coordination** diffusées par lui, ainsi que des procédures de travail qui interfèrent. Pour ce faire :

- Le coordonnateur assiste aux réunions de chantier auxquelles il aura été convoqué par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage.

- Le coordonnateur réalise au moins une inspection du chantier par semaine et autant de visites inopinées qu'il sera nécessaire à la tenue de sa mission. Le compte rendu de la visite est diffusé par mail auprès des différents intervenants au chantier.
- Le coordonnateur intervient lors des levées de réserves ou réparations des désordres par les entreprises pendant la période de garantie de parfait achèvement.
- Le coordonnateur veille à ce que les entreprises aient pris les dispositions nécessaires et suffisantes pour que l'accès au chantier ne soit rendu possible qu'aux seules personnes autorisées comme indiqué au PGC SPS ou, à défaut, par des dispositions contractuelles.

Prestations dont le coût varie en fonction du nombre d'entreprises (Art 2.2 du BPU – Prix unitaire D1, D2, D3 et D4)

- Le coordonnateur organise, préalablement à toute intervention d'entreprise y compris sous-traitantes, prestataires de services et fournisseurs éventuels, des **inspections communes** au cours desquelles sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune donne lieu à la remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) par l'entreprise. L'organisation d'une inspection commune doit se faire au plus tard 5 jours après la date de sollicitation du CSPS par l'entreprise.
- Le coordonnateur harmonise les **plans particuliers de sécurité et de protection de la santé** dus par les entreprises. Le coordonnateur est tenu de :
 - communiquer, dès la notification des marchés publics de travaux, à chaque titulaire d'un lot travaux appelé à intervenir sur le chantier, les noms et adresses de l'ensemble des intervenants des chantiers ;
 - transmettre sur leur demande, à chaque entrepreneur, les P.P.S.P.S. établis par les autres entrepreneurs ;
 - communiquer obligatoirement, dans le cas d'opérations de construction de bâtiment, aux autres entrepreneurs les P.P.S.P.S. des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers dont la liste est fixée par arrêté ministériel. Il est important pour les entreprises de connaître les risques internes à chacune d'elles, lesquels sont éventuellement susceptibles d'avoir des incidences de coactivité.
 - vérifier, à réception des P.P.S.P.S., leur conformité avec les dispositions du plan général de coordination. Si nécessaire, il procède à des adaptations du plan général de coordination ou fait harmoniser les P.P.S.P.S. entre eux et/ou par rapport à ce plan.
 - informer le maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage de ses avis sur les P.P.S.P.S. de manière à ce qu'il puisse, en connaissance de cause, émettre les ordres de service de commencement des travaux.

25.2. Opération de Catégorie 3 y compris à risque particulier

Le coordonnateur veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L 4531-1 à 3 et L.4532-1 à L 4532-18 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

Toutes les missions décrites ci-après doivent être exécutées par le CSPS dans les délais contractuels précisés à l'article 29.2 ci-après. En cas de non-respect desdits délais le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités fixées à l'article 49 du présent CC P.

En phase de conception :

Prestations incluses forfaitairement pour toutes les opérations (Art 1.1 du BPU – Prix unitaire A')

- Le coordonnateur, ouvre dans les 10 jours qui suivent la notification du bon de commande, le **registre journal de coordination** dans lequel il enregistre :
- les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles. Si ceux-ci font l'objet d'échanges de courrier, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre ;
 - les avis émis sur les dossiers d'étude relativement à la prévention tant en réalisation qu'en intervention ultérieure. Ils sont complétés des suites données s'il y a lieu.

Le coordonnateur devra renseigner le registre journal au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après ouverture et après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa.

- Le coordonnateur établit le projet de **DIUO** (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage) au plus tard 15 jours après la date de réception des documents d'étude.
- Le DIUO regroupe toutes les mesures prises pour faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.
 - Le DIUO consiste en une analyse des risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure, à partir de la liste des interventions ultérieures et des documents remis au coordonnateur SPS. Celui-ci doit demander les dispositions prévues par le maître d'œuvre pour réaliser ces interventions et suggérer des possibilités d'aménagement.
- Le coordonnateur veille à ce que la demande de renseignements faite par la maîtrise d'œuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existants sur l'emprise et à proximité du projet ait été faite. Il veille également à ce que les réponses apportées aient été prises en compte dans l'élaboration du projet, afin de pouvoir communiquer les informations aux entreprises dans le DCE.
- Le coordonnateur demande les diagnostics réalisés et suggère au maître d'œuvre des investigations complémentaires
- Le coordonnateur est destinataire des documents d'études établis par le maître d'œuvre ainsi que des avis techniques du contrôleur technique, au fur et à mesure de leur élaboration.

Pour chaque phase de conception (APS/APD/PRO/DCE):

- Le coordonnateur, **analyse** le projet et évalue les risques inhérents à la conception de l'ouvrage. Il **délivre des avis** sur les différents documents de conception et les **inscrits au registre journal** dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date de réception de chaque document d'étude.

- En phase DCE, le coordonnateur **analyse les dossiers de consultation** des entreprises complets (Plans, CCTP, CCAP, DPGF) afin de s'assurer, dans les pièces écrites, de l'intégration des préconisations acceptées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et de la cohérence des pièces écrites et du PGC. **Il émet un avis**, sur demande du maître d'ouvrage, dans le cas où les offres des entreprises comporteraient des modes opératoires et variantes ayant une influence sur la sécurité du chantier. Son avis sera transmis au Maître de l'Ouvrage dans un délai de 15 jours maximum à compter de sa demande.

Prestations pouvant être modulées par le Maître de l'Ouvrage en fonction de l'opération (Art 1.2 du BPU – Prix unitaire B'2)

- En fonction de la complexité de l'opération le Maître de l'ouvrage indiquera au titulaire le cas échéant le nombre de réunion(s) où sa présence est requise en phase conception.
- Le coordonnateur **participe aux réunions** utiles organisées par la maîtrise d'œuvre et/ou le Maître d'ouvrage.

➤ Pour les opérations à risque particulier

Le coordonnateur élabore, s'il y a lieu¹ et dès réception des documents d'étude du projet le **plan général simplifié de coordination (PGCS SPS)** (art. 1.3 du BPU – Prix unitaire B'2) et le fait évoluer en fonction de l'avancement des études. Ce document comprend notamment :

- Les dispositions prescrites par le coordonnateur en concertation avec le Maître d'ouvrage, à prendre par les entreprises pour prévenir les risques liés aux travaux présentant un risque particulier.
- Un rappel de l'ensemble des dispositions applicables sur le site concerné (Plan de prévention du Maître de l'Ouvrage, dispositions spécifiques relatives à la sécurité, la santé et l'hygiène, ...)

Les dispositions, prescrites par le coordonnateur en concertation avec le Maître d'ouvrage, à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

En phase de réalisation :

Prestations dont le coût varie en fonction de la durée de l'opération (Art 2.1 du BPU – Prix unitaire C' et C'')

- Le coordonnateur met à jour et adapte le **DIUO** au fur et à mesure de l'avancement du chantier.
Le coordonnateur remet le DIUO au Maître de l'Ouvrage après réception de l'ouvrage **au plus tard 15 jours** après avoir reçu de celui-ci ou du maître d'œuvre tous les plans d'exécution et notes techniques qu'il a spécifiés.

¹ Le Plan général simplifié de coordination est obligatoire pour les opérations de catégorie 3 présentant des travaux à risques particuliers telles que définies par l'arrêté du 25 février 2003.

- Le coordonnateur met à jour le **registre journal** de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération. Le coordonnateur rédige, reproduit et diffuse l'ensemble des documents qu'il est appelé à effectuer dans le cadre de sa mission et dont il définit les caractéristiques.
- Le coordonnateur met à jour et adapte, en cas d'opération présentant des travaux à risques particuliers, le **plan général simplifié de coordination**. Le plan général simplifié de coordination est tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

Il doit pouvoir être consultable sur le chantier par :

- Le médecin du travail ;
- Les membres du comité social et économique, (CSE) sur le chantier des entreprises ;
- L'Inspection du Travail, l'OPPBTP, la CRAM et leur être adressable, sur leur demande.

Le coordonnateur harmonise et complète le PGCS SPS en fonction de l'évolution du chantier et des PPS SPS.

- Le coordonnateur veille à l'**application correcte des mesures de coordination** diffusées par lui, ainsi que des procédures de travail qui interfèrent. Pour ce faire :
 - Le coordonnateur assiste aux réunions de chantier auxquelles il aura été convoqué par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage.
 - Le coordonnateur réalise au moins une inspection du chantier par semaine et autant de visites inopinées qu'il sera nécessaire à la tenue de sa mission. Le compte rendu de la visite est diffusé par mail auprès des différents intervenants au chantier.
 - Le coordonnateur intervient lors des levées de réserves ou réparations des désordres par les entreprises pendant la période de garantie de parfait achèvement.
 - Le coordonnateur veille à ce que les entreprises aient pris les dispositions nécessaires et suffisantes pour que l'**accès au chantier** ne soit rendu possible qu'aux seules personnes autorisées comme indiqué au PGCS SPS ou, à défaut, par des dispositions contractuelles.

Prestations dont le coût varie en fonction du nombre d'entreprises (Art 2.2 du BPU- Prix unitaire D'1, D'2, D'3, D"1 et D"2)

- Le coordonnateur organise, préalablement à toute intervention d'entreprise y compris sous-traitantes, prestataires de services et fournisseurs éventuels, des **inspections communes** au cours desquelles sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune donne lieu en cas d'opération à risque particulier à la remise du plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSSPS) par l'entreprise.

Le coordonnateur harmonise et diffuse en cas **d'opérations à risque particulier** les **plans particuliers simplifiés de sécurité et de protection de la santé** dus par les entreprises.

- . Le coordonnateur est tenu de :
 - communiquer, dès la notification des marchés publics de travaux, à chaque titulaire d'un lot travaux appelé à intervenir sur le chantier, les noms et adresses de l'ensemble des titulaires des marchés de travaux ;

- transmettre sur leur demande, à chaque entrepreneur, les P.P.S. S.P.S. établis par les autres entrepreneurs ;
- communiquer obligatoirement, dans le cas d'opérations de construction de bâtiment, aux autres entrepreneurs les P.P.S.S.P.S. des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers dont la liste est fixée par arrêté ministériel. Il est important pour les entreprises de connaître les risques internes à chacune d'elles, lesquels sont éventuellement susceptibles d'avoir des incidences de coactivité.
- vérifier, à réception des P.P.S. S.P.S., leur conformité avec les dispositions du plan général simplifié de coordination. Si nécessaire, il procède à des adaptations du plan général simplifié de coordination ou fait harmoniser les P.P.S. S.P.S. entre eux et/ou par rapport à ce plan.
- informer le maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage de ses avis sur les P.P.S. S.P.S. de manière à ce qu'il puisse, en connaissance de cause, émettre les ordres de service de commencement des travaux.

26. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS fait part de ses observations via le registre journal de coordination. L'ensemble des observations est visé par les intervenants concernés. S'ils ne sont pas présents sur le chantier au moment de l'observation, le coordonnateur leur transmet par courrier électronique avec accusé de réception. Le Maître de l'Ouvrage est destinataire, par tout moyen approprié, de toutes les observations portées au registre journal.

En cas d'anomalie constatée en matière de coordination sécurité et de protection de la santé, le coordonnateur SPS procède à une remarque verbale aux intervenants concernés présents, et mentionne l'observation dans le registre journal qu'il transmet aux intervenants et au Maître de l'Ouvrage pour visa.

Le coordonnateur SPS ne dispose d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard des différents intervenants et du personnel de l'établissement en exploitation où ont lieu les travaux, sauf en cas de risques graves et immédiats, mettant en cause la vie des intervenants sur le chantier, des riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés. Dans ce cas uniquement, le coordonnateur aura autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage de matériels présentant des risques (engins de levage par exemple).

Le coordonnateur précisera sur le registre journal :

- la date et l'heure de sa décision
- le type de travaux, la zone ou le matériel concerné
- les raisons de sa décision.

Cette décision sera confirmée au responsable de l'entreprise et au Maître de l'Ouvrage par tout moyen conférant date certaine à sa réception. L'entreprise informera le coordonnateur SPS et le Maître de l'Ouvrage, par écrit, des mesures prises pour faire cesser cette situation.

Les reprises, décidées par le Maître de l'Ouvrage et ses représentants, après avis du coordonnateur SPS, seront également consignées dans le registre-journal.

Dans les autres cas de non prise en compte de ses observations, le coordonnateur SPS informe le Maître de l'Ouvrage par écrit, qui fera appliquer les dispositions qu'il jugera nécessaire sur proposition du coordonnateur SPS et pouvant aller jusqu'à procéder à un arrêt partiel ou total du chantier, aux frais et risques du contrevenant. Aucun ordre d'interrompre le chantier ne pourra être donné par le coordonnateur, sans accord express du Maître de l'Ouvrage. Le coordonnateur ne pourra exiger aucune solution susceptible d'avoir des incidences financières sans avoir l'accord express du Maître de l'Ouvrage et après avis du maître d'œuvre.

Lorsqu'une personne non autorisée (sous-traitant non déclaré, entreprise n'ayant pas participé à l'inspection commune ou fourni un PPSPS, personne n'intervenant pas sur le chantier ...) est présente sur le chantier, le coordonnateur SPS a autorité pour lui faire quitter l'enceinte du chantier et le mentionne dans le registre journal.

Le coordonnateur SPS a la faculté d'organiser toutes réunions qu'il juge utiles avec les différents intervenants. Le Maître de l'Ouvrage devra systématiquement être informé.

En cas de litige entre le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre, une entreprise ou l'utilisateur de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, c'est le Maître de l'Ouvrage qui arbitrera. Ce dernier doit informer les autres intervenants de l'autorité conférée au coordonnateur SPS.

27. Moyens accordés par le Maître de l'Ouvrage au coordonnateur SPS

Les moyens accordés au coordonnateur SPS par les Maîtres de l'Ouvrage sont les suivants en phase **conception** :

- Accès au site après avoir obtenu l'accord du Maître de l'Ouvrage
- Informations et invitations/convocations éventuelles du coordonnateur aux réunions de conception avec transmission de l'ordre du jour et des comptes rendus
- Transmission au coordonnateur, à sa demande, des contrats des autres intervenants y compris de maîtrise d'œuvre
- Transmission des documents de conception avant la remise des observations ou l'élaboration des pièces en lien avec la mission de coordination
- Fourniture du rapport d'étude géotechnique, le cas échéant, faisant apparaître les recommandations et les conclusions du géotechnicien notamment sur la tenue du sol
- Fourniture des études et des diagnostics préalables le cas échéant (par exemple en cas de travaux de démolition ou de réhabilitation)
- Fourniture le cas échéant d'un plan de repérage des voies et des réseaux existants aériens ou enterrés
- Fourniture des DIUO existants le cas échéant

Les moyens accordés au coordonnateur lors de la préparation et de **la réalisation des travaux** sont les suivants :

- Communication des coordonnées de tous les intervenants sur le chantier
- Indication de la date de début et de réception de l'ouvrage
- Transmission des documents d'exécution avant la remise des observations ou l'élaboration des pièces en lien avec la coordination SPS

- Transmission du plan d'installation de chantier et des plannings généraux et détaillés d'exécution
- Information du coordonnateur SPS des réunions de chantier avec transmission de l'ordre du jour et des comptes rendus

Si le CSPS considère que certains éléments ou documents lui manquent pour exécuter ses prestations, il doit sans délai en faire la demande au Maître de l'Ouvrage de l'opération.

CHAPITRE 5 : MODALITES D'ETABLISSEMENT DES LIVRABLES

28. **Format et support pour la remise des livrables**

L'ensemble des livrables produits dans le cadre de l'exécution des missions, objet du présent accord-cadre, sera transmis une (1) version dématérialisée.

Le titulaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de leurs études par un anti-virus.

En cas de retard dans la transmission de ce support, le Maître d'ouvrage, s'il y a lieu, pourra appliquer des pénalités de retard pour l'élément d'étude concerné.

Il appartiendra au titulaire de s'assurer que la transmission de ces documents a bien été effectuée.

29. **Computation des délais et livrables attendus**

29.1. Opération de catégorie 2

Les livrables sont transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le Maître de l'Ouvrage.

Le CSPS s'engage à respecter pour chacune des phases, les délais impartis pour la remise des documents tels que définis dans les tableaux ci-après.

Les délais d'établissements précisés ci-dessous sont entendus en jours calendaires.

Les modalités d'acceptation et de validation par le Maître de l'Ouvrage des documents produits par le titulaire sont définies à l'article 30 ci-après.

En cas de non-respect des délais susvisés, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités fixées à l'article 49 du présent CCP.

	Liste des livrables	Délais contractuels que doit respecter chaque titulaire	Fait générateur
Phase conception	Ouverture du registre journal	10 jours	Date de notification du bon de commande
	Transmission au Maître de l'Ouvrage de tout ajout au registre journal	2 jours	Inscription du fait/de l'événement au registre journal
	Projet de DIUO	15 jours	Date de réception des documents d'études
	Déclaration préalable	A la date de dépôt de l'autorisation administrative si opération assujétie sinon 30 jours avant la délivrance de l'OS de démarrage des travaux	
	Première remise du plan général de coordination	15 jours	Date de réception des documents d'études
Phase réalisation	Analyse de chaque dossier d'étude de maîtrise d'œuvre: <ul style="list-style-type: none"> • APS/APD ou AVP <ul style="list-style-type: none"> • PRO • DCE Inscription des avis au registre journal et évolution du PGC.	15 jours par phase d'étude	Date de réception du document d'étude
	Transmission au Maître de l'Ouvrage de tout ajout au registre journal	2 jours	Inscription du fait/de l'événement au registre journal
	Remise définitive du DIUO	15 jours	Date de remise des derniers DOE
	Organisation des visites d'inspections communes avec les entreprises	5 jours	Date de sollicitation du CSPS par l'entreprise intervenant sur le chantier
	Diffusion des procès verbaux des inspections communes	3 jours	Date de visite de l'inspection commune
	Diffusion aux entrepreneurs les coordonnés et PPSPS des autres entreprises	2 jours	Date de visite de l'inspection commune
	Transmission au Maître de l'Ouvrage du VISA sur le PPSPS de l'entreprise	5 jours	Date de réception du PPSPS de l'entreprise
	CR des visites de chantier	3 jours	Date de la visite de chantier

29.2. Opération de catégorie 3

Les livrables sont transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le Maître d'ouvrage.

Le CSPS s'engage à respecter pour chacune des phases, les délais impartis pour la remise des documents tels que définis comme suit :

Les modalités d'acceptation et de validation par le Maître d'ouvrage des documents produits par le titulaire sont définies à l'article 30 ci-après.

En cas de non-respect des délais susvisés, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités fixées à l'article 49 du présent CCP.

	Liste des livrables	Délais contractuels que doit respecter chaque titulaire	Fait générateur
Phase conception	Ouverture du registre journal	10 jours	Date de notification du bon de commande
	Transmission au Maître de l'Ouvrage de tout ajout au registre journal	2 jours	Inscription du fait/de l'événement au registre journal
	Projet de DIUO	15 jours	Date de réception des documents d'études
	Première remise du plan général simplifié de coordination	15 jours	Date de réception des documents d'étude
	Analyse de chaque dossier d'étude de maîtrise d'œuvre: <ul style="list-style-type: none"> • APS/APS ou AVP <ul style="list-style-type: none"> • PRO • DCE Inscription des avis au registre journal et évolution du PGSC.	15 jours par phase d'étude	Date de réception du document d'étude
Phase réalisation	Transmission au Maître de l'Ouvrage de tout ajout au registre journal	2 jours	
	Remise définitive du DIUO	15 jours	Date de remise des derniers DOE
	Organisation des visites d'inspections communes avec les entreprises Diffusion des procès verbaux des inspections communes	5 jours 3 jours	Date de sollicitation du CSPS par l'entreprise intervenant sur le chantier Date de visite de l'inspection commune

	Diffusion aux entrepreneurs les coordonnés et PPSSPS des autres entreprises	2 jours	Date de visite d'inspection commune
	Transmission au Maître de l'Ouvrage du VISA sur le PPSSPS de l'entreprise	5 jours	Date de reception du PPSPS de l'entreprise
	CR des visites de chantier	3 jours	Date de la visite de chantier

30. **Admission et validation des documents**

Le Maître de l'Ouvrage actera par tout moyen permettant d'attester une date certaine de l'admission de l'ensemble des documents produits par le titulaire

Les modalités de validation des prestations sont celles énoncées aux articles 28 et 29 du CCAG PI, à l'exception de l'ensemble des délais qui seront adaptés par le Maître de l'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage prononcera ainsi, dans **un délai de 8 jours calendaires maximum** par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, l'admission, l'ajournement, l'admission avec réfaction ou le rejet de chaque livrable du présent accord-cadre.

En l'absence de prise de décision notifiée du Maître de l'Ouvrage dans ce délai au titulaire, l'admission du livrable est réputée tacite conformément aux dispositions du CCAG PI, à la date d'expiration dudit délai.

CHAPITRE 6 : PRIX

31. **TVA**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent CCP sont exprimés hors TVA.

32. **Forme des prix**

L'offre de prix est constituée des prix unitaires fixés pour chacune des missions identifiées à ce stade par le pouvoir adjudicateur dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Le titulaire est rémunéré par le Maître de l'Ouvrage sur la base de l'application des prix unitaires du bordereau de prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre en fonction des quantités commandées par le Maître de l'Ouvrage

Les prix indiqués dans le BPU sont des prix plafonds. Le titulaire peut donc proposer, dans le cadre des bons de commande, des prix inférieurs à ceux du bordereau des prix.

33. Contenu des prix

33.1. *Généralités*

Les prix de l'accord-cadre sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, notamment, à la participation aux réunions, déplacements, reprographies des documents intermédiaires et définitifs, à la fourniture des supports papier et informatique.

De même, les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations de l'accord-cadre.

Les prix sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande juridique.

33.2. *Précisions en cas de cotraitance*

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

34. Unité monétaire

L'unité monétaire retenue est l'euro (€).

35. Variation des prix

Le prix est révisable suivant les modalités fixées ci-après.

35.1. *Mois d'établissement du prix du marché*

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0, mois de la date limite de remise des offres fixé à l'acte d'engagement.

35.2. Choix de l'indice de référence

L'index national de référence choisi pour l'application de la clause de variation des prix : ING - Ingénierie (missions ingénierie et architecture).

35.3. Modalités de révision des prix

Les prix objet du présent accord-cadre sont des prix révisables.

Pour l'attribution de l'accord-cadre, les prix proposés sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres de l'accord-cadre.

Les prix unitaires de l'accord-cadre seront révisés en fonction de la formule ci-après par l'application au prix de l'accord-cadre d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = 0.15 + 0.85 (I_n - 3 \text{ mois}) / (I_o - 3 \text{ mois})$$

Le coefficient de révision (C_n) s'applique aux prestations exécutées faisant l'objet de la demande de paiement y compris aux éventuelles retenues, réfections, ou pénalités appliquées. Ce dernier sera arrondi au millième supérieur (3 chiffres après la virgule).

C_n = Coefficient de révision de prix arrondi au millième supérieur

$I_o - 3 \text{ mois}$ = Valeur de l'index du mois de la date limite de remise des offres M_o fixé dans l'acte d'engagement moins 3 mois

$I_n - 3 \text{ mois}$ = Valeur de l'index du mois d'exécution des prestations faisant l'objet de la demande de paiement moins 3 mois

Il appartient au titulaire, dans chacune de ses demandes de paiement, de procéder au calcul de la révision de prix conformément aux dispositions énoncées ci-dessus.

En l'absence de mention dans la facture, les prix tels qu'indiqués à l'accord-cadre sont maintenus.

CHAPITRE 7 : CLAUSES DE REEXAMEN

Il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

36. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur, CHU de Nantes, la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles de l'accord- cadre.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- ✕ Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- ✕ Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- ✕ Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.
- ✕ Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut :

- ✎ Dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- ✎ Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement
 - de prononcer la résiliation sans faute, sans indemnité.

37. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG PI.

38. Modification de la liste de la Maitrise d'ouvrage

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de pouvoir modifier unilatéralement la liste des Maitres d'ouvrage du présent accord-cadre, confer préambule ci-avant.

Cette modification ne pourra intervenir qu'après diffusion de l'information au titulaire de l'accord-cadre par tout moyen permettant d'attester une date certaine. Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra s'y opposer.

CHAPITRE 8 : SURETES DU MARCHE

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

CHAPITRE 9 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

39. Avance

Conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant initial (au sens devis initial) supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du bon de commande est supérieur à 2 mois.

40. Acomptes

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception

Toutes les factures présentées concerneront des prestations intégralement achevées.

Elles couvriront au moins une période d'un mois.

En complément des dispositions des articles 11.2 et 11.3 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées :

- ⇒ Le règlement du prix s'effectue par acompte mensuel sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations le mois précédent par le titulaire dans les conditions suivantes :

Les rapports relatifs à la phase conception et vérifications finales seront réglés à la réception du document. Les actes techniques relatifs à la phase réalisation seront réglés au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Les honoraires correspondant à la phase de la garantie de parfait achèvement seront réglés après expiration du délai de garantie.

Elles devront également comporter les mentions obligatoires stipulées par l'article D2192-2 du Code de la commande publique.

La demande de paiement d'acompte est établie par le titulaire, conformément à l'article 11.5 du CCAG PI.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes.

41. Transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement du titulaire seront adressées au Maître de l'Ouvrage exclusivement sous forme dématérialisée.

En effet, l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique prévoit une obligation de dématérialisation des factures pour les fournisseurs des personnes publiques (dont fait partie le Maître d'Ouvrage) avec mise à disposition par l'Etat d'une plateforme partagée.

Toutes les entreprises sont concernées par cette obligation à compter du 1er janvier 2020. Toutes les factures émises par les fournisseurs devront être ainsi dématérialisées sur cette plateforme dénommée « Chorus Pro ».

Pour accéder au portail « Chorus Pro », veuillez suivre le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour de plus amples informations, veuillez suivre le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces demandes de paiement les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

⇒ Le code Siret du CHU de Nantes : 26440013600471

Notre établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »

⇒ Le code service Travaux OBLIGATOIREMENT (code T) (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)

⇒ Le numéro d'engagement (référence interne du bon de commande). Cette référence est alpha numérique, commençant par « T » et suivi d'un numéro. EX T141352

Les paramétrages des autres Maîtres de l'Ouvrage du GHT seront précisés dans les bons de commande juridique. Le titulaire est également invité à prendre contact avec eux afin de disposer de toute information utile leur permettant de déposer leurs demandes de paiement mensuelles dématérialisées.

42. Délais de paiement

Les paiements seront effectués suivant les règles de la comptabilité publique et notamment conformément aux dispositions des articles R.2191-23 à R.2191-31 du code la commande publique.

Le délai global de paiement est fixé à 50 jours à compter de la réception de la facture conformément aux dispositions de l'article R 2192-11 1° du code du la commande publique.

Le point de départ dudit délai sera la date de réception de la facture, après exécution et/ou admission des prestations. Cette date sera constatée par l'ordonnateur.

Le délai de paiement pourra toutefois être suspendu par décision de l'ordonnateur en application de l'article R. 2192-27 du code de la commande publique. Il notifiera à son cocontractant sa décision et les raisons l'ayant justifiée, conformément aux dispositions de l'article R.2192-28 dudit code.

43. Règlements en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, le paiement des travaux est effectué sur un compte unique, sauf demande contraire formulée par le mandataire du groupement dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

44. Intérêts moratoires

En application de l'article L.2192-13 du Code de la Commande publique, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

Conformément à l'article R.2192-13 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros, en application de l'article D.2192-35 dudit Code.

45. Cession ou nantissement des créances

Le titulaire de l'accord-cadre peut céder ou nantir tout ou partie des créances résultant des bons de commande du présent accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article L2191-8 et R2191-45 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur délivre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire, au nantissement ou à la cession du bon de commande, sur demande écrite du titulaire de l'accord-cadre, par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI.

CHAPITRE 10 : PENALITES

En cas de manquement du titulaire de l'accord-cadre à ses obligations, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont définies ci-après :

46. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Le titulaire doit tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, adresser au pouvoir adjudicateur, les mêmes pièces, à jour, qui avaient été exigées pour la signature de l'accord-cadre, à savoir :

- Les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du Code du travail pour le contractant établi en France et D. 8222-7 pour celui établi à l'étranger.

Si le pouvoir adjudicateur ne les a pas reçues, il en fera la demande, le titulaire concerné aura alors cinq (5) jours calendaires pour les adresser au CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur.

Dès que le délai de cinq (5) jours sera expiré, le titulaire de l'accord-cadre concerné se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 €, par jour calendaire de retard, jusqu'à réception de l'ensemble des pièces susvisées par le CHU de Nantes.

En outre, dans le cadre du dispositif d'alerte défini à l'article L8222-5 du Code du travail, si le titulaire de l'accord-cadre concerné n'a pas donné suite à la mise en demeure du CHU de Nantes de régulariser au plus vite sa situation (un délai maximum est précisé dans la mise en demeure), le CHU de Nantes pourra soit appliquer des pénalités, soit résilier l'accord-cadre à l'expiration dudit délai, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités s'élèveront à 1 000 € par jour jusqu'à ce que le titulaire apporte la preuve de la régularisation de la situation (correction des irrégularités constatées).

47. Pénalités de retard dans la remise des attestations d'assurance

A défaut de fourniture des attestations d'assurance visées, dans les quinze (15) jours qui suivent la demande du pouvoir adjudicateur, ou du Maître d'ouvrage le cas échéant, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150 € par attestation, pourront être appliquées au titulaire de l'accord-cadre concerné sur simple constatation.

48. Pénalités pour absence aux réunions de chantier et autres

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre le cas échéant.

En cas d'absence à un rendez-vous de chantier, ou à une réunion, auquel le CSPS aura été convoqué, la pénalité forfaitaire encourue sera de 100€ par absence.

Une pénalité forfaitaire de 50€ sera appliquée pour un retard inférieur à une heure.

Un retard de plus d'une (1) heure sera considéré comme une absence.

49. Pénalités pour retard dans la transmission d'un des documents et avis attendu au titre de la mission

En cas de retard dans la remise d'un des documents ou avis attendus au titre de sa mission, le titulaire subira une pénalité forfaitaire par jour de retard de 50 €, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI.

50. Pénalités pour retard dans l'organisation d'une visite d'inspection commune

En cas de retard dans l'organisation d'une visite d'inspection commune, le titulaire subira une pénalité forfaitaire par jour de retard de 60 €.

51. Pénalités pour absence de visite inopinée sur le chantier

Si le CSPS ne réalise pas les visites de chantier inopinées sur lequel il s'est engagé, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de 40 € par visite non réalisée.

52. Pénalités pour remplacement d'un intervenant affecté à la conduite de prestations sans agrément du pouvoir adjudicateur

Si le titulaire du présent accord-cadre procède au remplacement d'un intervenant affecté à la conduite des prestations sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur, sauf justification apportée par le titulaire d'une démission ou d'un cas de force majeure, il pourra se voir appliquer la pénalité forfaitaire de 500 €.

53. Pénalités pour retard de présentation d'un remplaçant d'un intervenant affecté à la conduite des prestations

En cas de retard dans la remise du document prévu à l'article 11, le titulaire subira une pénalité forfaitaire par jour de retard de 50 €, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI.

54. Application des pénalités

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Toutes les pénalités prévues sont encourues sur simple constatation d'un des intervenants de l'opération. Elles sont cumulables, et ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire de l'accord-cadre n'est pas forcément exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Le montant du bon de commande pris comme base pour le calcul de la pénalité est considéré prendre en compte toutes les modifications en cours d'exécution notifiées à la date d'application de la pénalité.

Le montant des pénalités n'est pas assujéti à la TVA, en cas d'application de celles-ci, elles devront être déduites du montant TTC de l'acompte du solde à payer.

L'application de pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 63 du présent CCP.

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de la résiliation de l'accord-cadre.

55. Retenues provisoires

Le Maître d'ouvrage pourra procéder à une ou plusieurs(s) retenue(s) provisoire(s) sur un des acomptes du titulaire, d'un montant maximum de **5%** du montant du bon de commande, en cas de non remise des documents prévus.

Ces retenues provisoires seront appliquées sans mise en demeure préalable et seront payées après la remise complète des documents.

L'application d'une retenue provisoire ne fait pas obstacle à l'application des pénalités du Chapitre 10 du présent CCP.

CHAPITRE 11 : ACHEVEMENT DES PRESTATIONS

Pour chaque bon de commande, la mission CSPS s'achève lorsque l'ensemble des documents attendus et précisés au sein du présent CCP ont été transmis et réceptionnés par le Maître de l'Ouvrage conformément à l'article 30 ci-avant.

CHAPITRE 12 : ASSURANCES

56. Assurance Responsabilité Civile professionnelle de droit commun

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, devra justifier qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle de droit commun, au moyen d'une attestation émanant d'une Compagnie d'assurance, et non d'un courtier, établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La garantie doit notamment couvrir le CSPS contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile pour les dommages corporels, matériels ou immatériels (consécutifs ou non) causés aux tiers et au Maître de l'ouvrage, dans le cadre de son activité, pendant l'exercice de sa mission mais aussi pendant ou après les travaux.

Elle doit couvrir l'ensemble des activités susceptibles d'être exécutées par le CSPS.

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si la garantie existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire devra être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Maître de l'ouvrage et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

57. Assurance Décennale

Le coordonnateur n'est pas assujéti à la présomption de responsabilité décennale des constructeurs.

58. Défaut d'assurance

A défaut de fourniture dans les délais impartis des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, les pénalités de l'article 47 du présent CCP pourront s'appliquer.

A défaut de fourniture, dans un délai de deux (2) mois après notification du présent marché, des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, l'accord-cadre pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

CHAPITRE 13 : ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de la phase conception ou de la phase réalisation établies dans un bon de commande telles que définies au chapitre IV du présent CCP.

En complément, par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du bon de commande. La décision d'arrêter temporairement l'exécution des prestations n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du bon de commande. La décision, qui sera prise et notifiée par écrit et par tout moyen permettant de déterminer une date certaine, précisera si l'arrêt est temporaire ou définitif.

La décision d'arrêter définitivement l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique, entraîne la résiliation du bon de commande. Cette dernière n'ouvre droit pour le titulaire et tous les autres membres du groupement le cas échéant, à aucune indemnité.

CHAPITRE 14 : RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

59. Résiliation pour motif d'intérêt général

En application de l'article 40 du CCAG-PI, le CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur, peut résilier l'accord-cadre en tout ou partie sans qu'il y ait faute du titulaire et en dehors des cas prévus à l'article 37 du CCAG-PI. Il n'est pas tenu de justifier sa décision.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne donne pas droit à indemnisation du titulaire, par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI.

En effet, en l'absence de toute obligation de commande eu égard à l'accord-cadre conclu sans montant minimum avec un maximum, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Lorsqu'un accord-cadre est résilié, les bons de commande émis antérieurement sur la base de celui-ci peuvent continuer à être régulièrement exécutés. En revanche, il ne sera plus possible d'émettre de nouveaux bons de commande sur la base de l'accord-cadre résilié.

60. Résiliation pour faute du titulaire du marché

Le CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur, pourra résilier l'accord-cadre pour faute de son titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires.
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances.
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, à des actes frauduleux.
- Le titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité.
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre, s'avèrent inexacts.

Le CHU de Nantes procédera à la résiliation de l'accord-cadre après une mise en demeure notifiée au titulaire et restée infructueuse.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

61. Résiliation pour évènements extérieurs au marché

Le CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur, pourra résilier l'accord-cadre dans le cas suivant : Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.

En cas de redressement judiciaire, l'accord-cadre est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622- 13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'accord-cadre est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En complément de l'article 36 du présent CCP, dans le cadre d'un groupement, en cas de cotraitant défaillant (liquidation judiciaire), les membres du groupement devront adresser au CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur, un courrier précisant les modalités de la poursuite de l'accord-cadre, un arrêté des comptes et la copie du jugement de liquidation judiciaire devront être joints à ce courrier. Lorsque le groupement est composé initialement de deux sociétés, il ne sera pas établi d'avenant de transfert pour la poursuite de l'accord-cadre avec le groupement dans sa nouvelle composition.

62. Mesures coercitives

Lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le Maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de prononcer la résiliation pour faute de la part du marché du mandataire.

CHAPITRE 15 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES

63. Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'Acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3. du CCAG-PI sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-PI traitant de la résiliation pour faute du titulaire (art. 39) et les autres cas de résiliation (art. 37 et 38) pourront s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

64. Règlement des litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur et le titulaire de l'accord-cadre ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de difficultés dans l'interprétation ou l'exécution de la mission confiée au titulaire de l'accord-cadre, les parties devront rechercher un accord à l'amiable.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du présent accord-cadre, les parties peuvent convenir de saisir le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable. Néanmoins, en aucune façon, l'avis qui sera donné par le Comité Consultatif Amiable n'engagera les parties.

A défaut, tout litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Nantes dont le siège est :
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES Cedex.

CHAPITRE 16 : DEROGATIONS AU CCAG-PI

<u>Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations</u>	<u>Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé</u>
Article 13	Article 3.4
Article 15.2	Article 5.1.1
Article 17	Article 3.6
Article 20	Article 3.1
Article 21	Article 4.1
Article 23	Article 4.2
Article 30	Article 28.2
Article 37	Article 3.5.4
Article 45	Article 4.2
Chapitre 10	Article 14
Article 49	Article 14.1
Article 53	Article 14.1
Article 54	Article 14.1.3
Chapitre 13	Article 22
Article 59	Article 40